

ASSEMBLEE DE CORSE

2 EME SESSION ORDINAIRE DE 2018

REUNION DES 29 ET 30 NOVEMBRE 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**PROGRAMME PLURIANNUEL DES INVESTISSEMENTS
DANS LES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX
D'ENSEIGNEMENT DE CORSE
POUR LA PERIODE 2018-2023**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion Sociale
et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

En matière de stratégie immobilière et de gestion du patrimoine bâti des collèges et des lycées, la Collectivité de Corse possède des compétences pleines et entières. Elle se doit d'adapter la structure et le parc des EPLE insulaires (Établissement Public Locaux d'Enseignement) afin de répondre aux évolutions démographiques, aux besoins en matière de formation, de restauration et d'hébergement, aux contraintes d'accessibilité, aux normes réglementaires pour les établissements recevant du public (ERP), mais aussi de proposer un environnement de travail de qualité pour tous les élèves et pour tous les personnels qu'ils soient enseignants, administratifs ou techniques.

Notre volonté n'est pas simplement de porter un plan d'investissement qui répondrait uniquement à une logique comptable, mais d'inscrire ces investissements dans la perspective globale d'un nouveau pacte éducatif.

Un bâtiment d'enseignement (comme d'ailleurs tout projet architectural) ne peut être pensé hors sol, sans le concevoir, bien sûr, comme un lieu de vie, sans y mettre surtout du projet que l'on porte, du territoire sur lequel on le bâtit, de l'époque à laquelle on le construit.

Qu'est-ce qu'un établissement scolaire en Corse au XXIème siècle ? Voilà la réflexion que nous voulons initier.

Cela doit aussi apparaître dans la manière de conduire le pilotage des opérations et leur suivi dans le temps. Il s'agit aussi d'associer le plus largement la communauté éducative dans son ensemble, le rectorat bien sûr, et aussi d'associer les élèves au projet pour que ceux-ci s'approprient leur lieu d'enseignement (par exemple les espaces dédiés).

Le PPI 2018-2023 qui vous est proposé n'est pas un plan d'action isolé, il vise certes à améliorer l'accompagnement éducatif et la qualité de l'offre de formation mais il se situe dans une stratégie globale d'élaboration d'un autre système éducatif. En ce sens, il doit être considéré comme l'un des leviers permettant à chacun de nos élèves, d'abord, de garantir les conditions de son émancipation, « le savoir dispense la liberté » ; ce levier lui permet également de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi.

Le PPI 2018-2023 s'inscrit également dans un contexte très particulier.

Tout d'abord celui des réformes engagées par le gouvernement sur le lycée et sur la formation professionnelle et l'apprentissage. S'il faut que nous nous positionnions rapidement afin de mettre à disposition des infrastructures éducatives adaptées,

nous avons des services qui sont à l'anticipation, et qui tout au long de l'année sont au contact, dans les établissements, pour garantir une veille constante.

Autre contexte, celui de la révision de la carte des formations, notamment professionnelles, en lien avec les autorités académiques et dans un objectif pluriannuel défini dans le CPRDFOP (le Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle en Corse) que notre Assemblée a approuvé en octobre 2017.

Notre volonté est ainsi d'optimiser l'offre de formation professionnelle, en jouant sur la complémentarité des offres entre les différents établissements et en favorisant la mutualisation d'équipements adaptés et de qualité, en particulier les plateaux techniques.

Autre problématique, la nécessaire refonte de la sectorisation des collèges des zones urbaines et périurbaines d'Aiacciu et de Bastia.

Les zones de peuplement des deux grandes agglomérations ont considérablement évolué ces dernières années. Les espaces en périphérie des deux villes se sont fortement développés. Concernant le périmètre du Grand Aiacciu, la fermeture du collège des Padule et la construction d'un nouveau collège au Stilettu (livraison à la rentrée 2019) dans une zone en forte expansion démographique et urbanistique, impacte nécessairement la définition des secteurs existants. Mais il nous faut dans le même temps soutenir l'attractivité des établissements du centre-ville, qui contribue à son dynamisme.

Concernant Bastia il s'agit, là aussi, d'encourager et de favoriser l'attractivité du centre-ville et donc des établissements qui y sont implantés tout tenant compte de l'expansion démographique d'ores et déjà notée dans certains quartiers de la ville et des communes avoisinantes.

Cette dynamique démographique rend nécessaire une révision de la répartition des élèves entre les différents collèges qui y sont implantés. La recherche d'un nouvel équilibre entre les effectifs à scolariser et les capacités d'accueil doit s'opérer à la fois dans le respect de la rationalité des trajets scolaires, mais aussi, et autant que faire se peut, en recherchant davantage de mixité sociale avec une attention particulière pour l'accueil des élèves de SEGPA (**section d'enseignement général et professionnel adapté**). La multiplicité des logiques et des sensibilités en présence rend nécessaire la mise en place d'un processus de concertation généralisé à l'ensemble des parties prenantes associées à cet exercice, et ce, jusqu'à l'arbitrage final par notre Assemblée à la fin de cette année.

Cette nouvelle sectorisation impactera donc la structure et les équipements des collèges concernés.

À travers le PPI proposé, la Collectivité de Corse souhaite avant tout assurer les meilleures conditions possibles de scolarisation, d'accueil et de vie dans les établissements relevant de sa compétence, par la mise en œuvre d'objectifs cohérents avec les politiques publiques définies au sein des différents documents approuvés par l'Assemblée de Corse.

Ainsi, notre ambition est de proposer à tous les acteurs un EPLE moderne.

✓ Plus ouvert sur son environnement :

- ⇒ qui s'adapte aux besoins des partenaires locaux :
 - CDI utilisé pendant les temps d'accompagnement éducatif ;
 - Équipements sportifs mutualisés avec les associations sous le contrôle des Communes et Intercommunalités.
- ⇒ qui intègre le tissu économique local au sein de la restauration par le développement des circuits courts d'approvisionnement,
- ⇒ qui acte le bilinguisme comme élément de référence dans la pratique quotidienne au sein de l'établissement.

✓ Accueillant et accessible à tous :

- ⇒ dans lequel les lieux de rencontres (hall d'accueil, foyer, circulations) seront conçus dans le cadre d'une vaste réflexion sur le temps de « vie scolaire » ;
- ⇒ qui offre la possibilité aux parents de rencontrer les professeurs dans un cadre adapté, aux professeurs de préparer leurs cours, de rencontrer les élèves individuellement ou en petits groupes dans des locaux prévus à cet effet ;
- ⇒ dont les salles de cours, comme les salles spécialisées, répondent aux attentes des programmes.

✓ Numérique :

- ⇒ dans lequel un réseau informatique très performant est au service d'une pédagogie moderne, adaptée à un public d'élèves en prise directe avec son siècle ;
- ⇒ doté de tous les équipements et logiciels susceptibles d'accompagner les apprentissages des élèves et la vie scolaire.

✓ Durable :

- ⇒ en préservant les ressources naturelles :
 - par l'utilisation plus large des énergies renouvelables,
 - par une gestion plus maîtrisée de la ressource en eau.
- ⇒ en préservant la santé et le bien-être de la communauté éducative ;
- ⇒ en développant les initiatives pour lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- ⇒ en participant activement au recyclage des déchets par le recours systématique au tri sélectif dans toutes les activités de l'établissement.

Parallèlement aux actions structurantes qui relèvent d'un PPI, le fonctionnement même des EPLE peut apporter de nombreuses réponses aux objectifs évoqués ci-avant, en particulier dans le domaine des économies d'énergie. Il nous faudra donc envisager, en complément et dès l'année 2019, un dialogue de gestion et une nouvelle contractualisation avec chaque EPLE. Les comportements individuels ou collectifs en la matière doivent faire l'objet d'un diagnostic partagé entre toutes les composantes de l'EPLE afin de mettre en place des mesures correctives : c'est en effet par un ensemble d'actions simples que l'on peut atteindre les premiers paliers d'une véritable optimisation de la consommation des ressources, avant même d'envisager les véritables travaux d'amélioration des performances énergétiques et

de meilleure gestion des ressources naturelles. À l'image de l'écoréférentiel des bâtiments administratifs élaboré en 2017 au sein de l'ex-CTC, un document analogue doit être spécifiquement mis en place pour les EPLE.

Afin de partager, avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative insulaire notre vision politique et d'enrichir notre projet, un « Workshop » sera organisé dès le début de l'année 2019.

Ce travail collaboratif visera à réfléchir sur « l'EPLE corse de demain ». Il s'agira de nous interroger et de travailler ensemble sur différentes thématiques liées à la vie dans les établissements et à la prise en compte des nouveaux besoins éducatifs afin d'imaginer et de créer l'EPLE corse de demain, quelques exemples :

- l'architecture et l'aménagement des espaces de vie, les salles de classe, les CDI...
- les équipements, plus particulièrement les équipements numériques, sportifs et culturels ;
- le développement durable, les économies d'énergies, la restauration et les circuits courts, la lutte contre le gaspillage alimentaire...
- l'accompagnement éducatif, les ressources pédagogiques, la lutte contre le décrochage, l'orientation, l'ouverture vers l'environnement proche et la place de la langue et de la culture corse, l'ouverture vers le monde méditerranéen...
- L'EPLE dans la vie de la cité, en particulier pour les établissements des territoires ruraux.

Le PPI qui vous est présenté en annexe de ce rapport a été élaboré autour de 5 objectifs opérationnels, qui sont autant d'actions à mener pour. Il sera mis en œuvre dans le cadre d'un dialogue constant avec nos partenaires de l'Éducation nationale, dans un souci d'efficacité et d'attention vis-à-vis des difficultés du quotidien rencontrées dans les EPLE.

- L'amélioration des conditions de vie de la communauté éducative
- La maintenance, la mise en conformité et la valorisation du patrimoine
- La maîtrise de l'énergie et le respect de l'environnement
- Le développement de l'enseignement professionnel
- L'accompagnement des réformes et des mutations des pratiques pédagogiques.

Ce plan d'action s'appuie également sur une planification budgétaire sérieuse, raisonnable et réaliste.

Pour rappel, le PPI 2012-2017 voté par l'Assemblée de Corse en 2012 prévoyait **119,4 M€** en études et travaux d'investissement pour la rénovation des EPLE existants, hors opération collège du Stiletto, environ 30 M€. Malgré ce vote, seuls **42,750 M€** furent affectés lors des différents exercices budgétaires, soit **35,8 %** des crédits nécessaires évalués.

Si de nombreuses opérations furent engagées et réalisées, citons par exemple la réhabilitation complète du collège de Vicu (4,4 M€) ou la construction aux collèges de Baleone et Léon Boujot de salles d'EPS semi-spécialisée (1,8 et 2.2 M€), d'autres travaux, en particulier dans les établissements d'enseignement professionnel, ont cruellement fait défaut. Aujourd'hui, il convient donc d'y remédier sans attendre.

Le PPI 2018-2023 se positionne également à la fin d'une opération financièrement lourde, celle du nouveau collège du Stilettu. La réception de ce chantier important représente une opportunité pour notre collectivité. En effet la période de six années qui s'ouvre doit nous permettre :

- d'une part de consacrer, dans le cadre de nos contraintes budgétaires, l'intégralité du budget d'investissement pour les bâtiments d'enseignement soit en moyenne **13,3 M€ par an**, à la remise à niveau du parc immobilier existant ;
- d'autre part de mener dans les mois à venir, en particulier grâce à l'étude de sectorisation en cours, la nécessaire réflexion concernant la construction de nouveaux EPLE à l'horizon 2024-2025.

Le PPI 2018-2023 est intégré dans le cadrage financier, avec une ouverture de crédits de paiement prévisionnelle d'un montant global de 78,89 M€ sur la période.

La programmation des investissements dans les EPLE pour la période 2018-2023 s'inscrit dans la démarche de programmation budgétaire que conduit plus globalement la Collectivité. Au sein du budget, elle correspond à la fonction sociale et à l'objectif « constructions scolaires ». Les crédits alloués se répartiront entre :

- les travaux de Réhabilitation/Rénovation/Extension des bâtiments pour 44,85 M€ ;
- la maintenance générale pour 12 M€ ;
- la mise en sécurité/sûreté pour 2,45 M€ ;
- le numérique pour 4,80 M€ ;
- la performance énergétique et la gestion des ressources pour 8,70 M€ ;
- la restauration scolaire pour 2,40 M€ ;
- l'éducation physique et sportive pour 3,69 M€.

Si le PPI ambitionne un rattrapage et une remise à niveau de tous les EPLE de notre île à l'horizon 2023, il sera cependant nécessaire d'arbitrer et de dégager d'autres marges de manœuvre financières afin d'accompagner les projets innovants et fédérateurs, en particulier la création de nouveaux établissements, qui pourraient émerger dans les toutes prochaines années.

Le PPI 2018-2023 s'inscrit donc pleinement dans notre projet territorial global pour l'éducation et la jeunesse. Il vise à offrir un accès égal aux savoirs et à l'amélioration des conditions de vie et de travail à travers un aménagement équilibré du territoire.

Il constitue pour notre collectivité un investissement important, qui traduit notre volonté de mettre au centre de notre projet politique l'éducation et la formation de notre jeunesse, afin de garantir les conditions de son émancipation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.